

[View this email in your browser](#)

LAO update

Wednesday, February 23, 2022 | [Version française](#)

Message from the President and CEO, David Field



With another year of living through the COVID-19 crisis behind us, we begin 2022 with the return of some of our pre-pandemic eligibility rules and the start of a “new normal”.

Although we are still figuring out what our “new normal” is, we are continuing to provide supports and new online services for lawyers and clients during this time. For example, [lawyers continue to be able to submit applications on behalf of their clients](#), and individuals seeking legal aid can apply online through the LAO client portal if they meet the eligibility criteria.

We are also developing a new roster member resources section on our website that will make it easier for lawyers to stay up-to-date on important news, and access resources.

Finally, the start of 2022 brings an addition to our executive team. I am pleased to announce that Jennifer Ankrett will be joining LAO as Vice President & Chief Administrative Officer, starting March 14. Jennifer most recently served as Executive Director, Strategy & Administration with York University. I am delighted to have her joining the organization, and I look forward to her leadership contributions.

in the Updates section.



LASA 2020 has been proclaimed

The [Legal Aid Services Act, 2020](#) (LASA, 2020) has now been proclaimed. The new act allows Legal Aid Ontario to modernize legal aid services, and how these services are delivered. We have implemented [new Rules and Policies](#).

In 2021, LAO received feedback on the draft Rules from more than 200 individuals and organizations. We will continue to encourage input from stakeholders and partners in the justice system on future initiatives through our [consultation registry](#).



Dr. Beverly Jacobs appointed to review LAO's structure

[Legal Aid Ontario has appointed Dr. Beverly Jacobs](#), Associate Dean at the University of Windsor Faculty of Law and award-winning scholar, to lead a review of its organizational structure to better serve Indigenous clients.

Reconciliation Commission's 94 Calls to Action, particularly those related to the justice system.

"I believe in transformational change and that LAO is committed and willing to do what is right for Indigenous peoples in Ontario." Dr. Jacobs said. The review is underway, and her findings and recommendations will be made public.



LAO covering cases adjourned to JICMC

[Legal Aid Ontario is covering the cost](#) of a lawyer for accused people whose matters are more than twelve months old and are without counsel in the Judge-Led Intensive Case Management Court (JICMC). The JICMC initiative was set up to address the large backlog of cases resulting from the COVID-19 pandemic.

Clients do not need to contact LAO; their lawyer will initiate and complete the application on their behalf. No financial testing applies to this new certificate.



Consultations on proposed minimum standards

[Subscribe](#)[Past Issues](#)[Translate ▾](#)

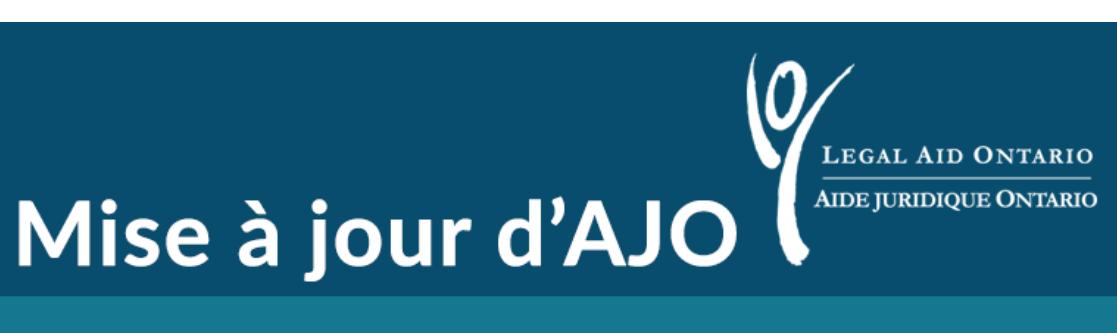
the proposed minimum experience standards that prospective roster members must meet to be eligible to provide legal aid certificate and duty counsel services. To receive email alerts about upcoming consultations, subscribe to [the consultation registry](#).

This newsletter is authorized by Legal Aid Ontario. You are getting this message because you have worked with LAO or have expressed interest in LAO.

Your email address will be used only to send you information about Legal Aid Ontario. We will not share it with anyone. Your privacy is important to us. See our [Privacy policy](#).

[Unsubscribe from this mailing list](#)

Copyright © 2022 Legal Aid Ontario, All rights reserved.



23 février 2022 | [English version](#)



Message de David Field, Président-Directeur général

Après une autre année marquée par la pandémie de COVID-19, nous commençons l'année 2022 avec le retour à certaines règles sur l'admission en vigueur avant la pandémie de COVID-19 et à ce que l'on appelle la « nouvelle réalité ».

réalité, nous continuons de fournir de nouveaux services et d'apporter des appuis aux avocats et aux clients pendant cette période. À titre d'exemple, [les avocats continuent de présenter des demandes au nom de leurs clients](#), tandis que les personnes souhaitant présenter une demande d'aide juridique ont la possibilité de le faire en ligne par l'entremise d'Espace client, sous réserve de remplir les critères d'admissibilité.

Nous sommes également en train de créer une nouvelle rubrique de ressources pour les avocats inscrits au tableau sur notre site Web, qui leur permettra de se tenir au courant des nouvelles importantes et d'accéder plus facilement aux ressources.

En outre, en ce début de l'année 2022, nous accueillons un nouveau membre au sein de l'équipe de direction. J'ai en effet le plaisir d'annoncer que Mme Jennifer Ankrett se joindra à AJO en qualité de vice-présidente et directrice générale de l'administration, à compter du 14 mars. Mme Ankrett vient de l'université de York où elle occupait le poste de directrice générale de la stratégie et de l'administration. Je suis ravi de la voir intégrer AJO et j'ai hâte qu'elle apporte sa contribution à la direction de notre organisme.

Vous trouverez à la rubrique « Mises à jour » les activités réalisées à AJO d'octobre à décembre 2021.



Promulgation de la LSAJ 2020

La [Loi de 2020 sur les services d'aide juridique](#) (LSAJ 2020) est maintenant en vigueur. La nouvelle loi permet à AJO de moderniser les services d'aide juridique et leur prestation. Nous avons mis en place de nouvelles [règles et politiques](#).

sur le projet des règles. Nous continuerons de faire appel aux contributions des intervenants et de nos partenaires dans le système de justice dans le cadre de nos projets par le truchement de notre [liste des inscriptions aux annonces](#).



Nomination de Mme Beverly Jacobs pour diriger l'examen de la structure d'AJO

[Aide juridique Ontario a confié à Mme Beverly Jacobs](#), doyenne associée de la faculté de droit de l'Université de Windsor et professeure agrégée primée, la direction de l'examen de la structure d'AJO afin qu'elle réponde mieux aux besoins juridiques des peuples autochtones de l'Ontario.

Cette nomination s'inscrit dans le cadre de l'engagement d'AJO à collaborer avec les communautés autochtones et tous les paliers de gouvernement pour donner suite aux 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, en particulier les appels visant le système de justice.

« Je crois au changement transformationnel et au fait qu'AJO est déterminée et disposée à faire ce qui est juste pour les peuples autochtones de l'Ontario », affirme Mme Jacobs. Rappelons que l'examen a déjà commencé et que les conclusions et les recommandations seront rendues publiques.



Certificats d'AJO pour les causes renvoyées au tribunal de gestion intensive des causes dirigé par un juge (TGICJ)

Aide juridique Ontario paiera les honoraires d'un avocat pour représenter les personnes accusées dont la cause est devant les tribunaux depuis plus de douze mois et a été renvoyée au tribunal de gestion intensive des causes dirigé par un juge (TGICJ). Le TGICJ a été mis sur pied pour remédier à l'arriéré des causes entraîné par la pandémie de COVID-19.

Les clients n'ont pas besoin de contacter directement AJO : leur avocat peut présenter la demande en leur nom. Les critères d'admissibilités financières ne sont pas appliqués pour ce nouveau certificat.



Consultation sur des normes proposées en matière d'expérience minimale;

En décembre, Aide juridique Ontario a ouvert des consultations afin de recueillir des commentaires sur les normes proposées en matière d'expérience minimale que les avocats qui demandent leur inscription au tableau doivent

[Subscribe](#)[Past Issues](#)[Translate ▾](#)

[des inscriptions aux annonces](#) pour recevoir des annonces par courriel sur les consultations prochaines.

Ce bulletin est autorisé par Aide juridique Ontario. Vous recevez ce message parce que vous avez travaillé avec AJO ou avez exprimé un intérêt envers AJO.

Nous ne communiquerons votre adresse de courriel à personne. Le respect de votre vie privée nous tient à cœur. Consultez notre politique sur la protection de la vie privée.

[Pour retirer votre nom de cette liste de diffusion.](#)

Tous droits réservés © Aide juridiques Ontario 2022

